

## Les allocations logement ne peuvent à elles seules empêcher les arriérés de loyer\*

Véronique Flambard

### Question clé

Les allocations logement font désormais partie des instruments de politique du logement privilégiés à travers les pays de l'OCDE. Il semble exister un décalage entre les débats sur l'accès à un logement abordable et ceux sur l'accès à un logement effectivement abordable. En effet, d'après l'enquête *Logement* française de 2013, un bénéficiaire d'aides au logement sur quatre a rencontré des difficultés financières au cours d'une période de vingt-quatre mois (contre un sur dix pour les non-bénéficiaires). Quelles sont les causes à l'origine du manque d'accès à un logement abordable ? Les allocations logement protègent-elles les ménages contre la perte d'emploi (laquelle représente un quart des événements indésirables) ?

### Méthodologie

Nous utilisons des régressions probit afin d'estimer les difficultés financières des ménages, au voisinage de deux points de discontinuité des prestations (à savoir, respectivement, le seuil d'éligibilité et le plafond pour le taux maximal d'allocations logement) afin d'évaluer si les bénéficiaires d'allocations logement sont mieux protégés que les non-bénéficiaires lorsque leurs caractéristiques sont contrôlées.

### Principaux résultats

- La charge totale nette du logement (laquelle dépend du loyer, du revenu et des allocations logement perçues par le ménage) augmente la probabilité de difficultés financières pour les ménages bénéficiant d'un taux élevé d'allocations logement (par définition, ceux dont le revenu est faible) mais n'a pas d'effet significatif sur les ménages bénéficiant d'un faible taux d'allocations logement.
- Le risque de difficultés financières est plus élevé pour les familles monoparentales, les étrangers et les personnes ayant récemment perdu leur emploi.
- La perception (de différents niveaux) d'allocations logement (AL) ne change pas de manière significative la probabilité de craindre des difficultés financières lorsque l'on perd son travail au voisinage des deux points de discontinuité.

#### Médiane des variables financières mensuelles (selon les différents niveaux de taux d'allocations logement)

	Charge nette mensuelle du logement	Probabilité de difficultés à payer le loyer
Taux maximal d'AL	0	0.34
Taux élevé d'AL	147	0.33
Taux faible d'AL	273	0.21
Non éligible aux AL*	420	0.16

\* Pour les ménages dont le revenu est inférieur au revenu médian.

Source : Insee, enquête *Logement* 2013, calculs de l'auteur.

### Message

Il est difficile de dissocier les diverses causes du manque d'accès à un logement abordable. Il convient de s'interroger sur la façon dont des politiques de logement spécifiques devraient traiter la perte d'emploi. L'assurance-chômage devrait couvrir une partie de la perte de revenu mais tous les ménages n'y ont pas droit. Quand et comment devrait-on ajuster les allocations logement ? Éviter d'attacher trop d'importance au revenu permet d'entraîner la stabilité nécessaire aux plans à long terme en matière de logement. Toutefois, lorsque le revenu baisse, il se peut que les dépenses de logement deviennent inabornables si les prestations sociales ne sont pas rapidement ajustées. Cet article contribue à mettre en lumière les multiples aspects du problème du manque d'accès à un logement abordable et à fournir des preuves empiriques de la (non-)viabilité des mesures en place, au moins au voisinage des deux points de discontinuité.